

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Annie Lo, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Mercier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature

Annie Lo

Date 11 juin 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT

Aux membres du conseil de la Ville de Mercier

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Mercier (la ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} avril 2023 du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », la ville n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations et elle n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers consolidés en vertu de cette norme. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Mercier inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

RAPPORT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit avec réserve.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc. société de comptables professionnel agréés (1)
(1) Par Robert Arbour, CPA auditeur
Montréal le 11 juin 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	19 645 181	18 243 594
Compensations tenant lieu de taxes	2	245 570	185 308
Quotes-parts	3		
Transferts	4	7 206 987	838 421
Services rendus	5	1 213 928	807 367
Imposition de droits	6	1 744 568	2 171 610
Amendes et pénalités	7	413 156	453 444
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	397 976	307 569
Autres revenus	10	640 202	1 028 131
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	31 507 568	24 035 444
Charges			
Administration générale	14	5 055 243	4 767 562
Sécurité publique	15	6 248 421	5 982 781
Transport	16	4 607 822	4 016 863
Hygiène du milieu	17	5 147 956	4 545 822
Santé et bien-être	18	485 605	421 570
Aménagement, urbanisme et développement	19	615 901	619 964
Loisirs et culture	20	2 779 777	2 609 910
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	567 867	583 842
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	25 508 592	23 548 314
Excédent (déficit) de l'exercice	25	5 998 976	487 130
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	60 868 704	60 381 574
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	60 868 704	60 381 574
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	66 867 680	60 868 704

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 252 917	2 817 917
Débiteurs (note 5)	2	13 628 658	6 560 920
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	95 620	77 537
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	17 977 195	9 456 374
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 253 890	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	13 970 328	4 516 053
Revenus reportés (note 11)	12	587 689	722 569
Dette à long terme (note 12)	13	19 792 560	19 972 052
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	36 604 467	25 210 674
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(18 627 272)	(15 754 300)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	85 263 403	76 397 670
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	46 503	46 503
Stocks de fournitures	20	77 848	54 184
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	107 198	124 647
	23	85 494 952	76 623 004
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	66 867 680	60 868 704
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	66 867 680	60 868 704
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	66 867 680	60 868 704

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 998 976	487 130
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	12 707 595)(	5 872 587)
Produit de cession	3	15 750	14 499
Amortissement	4	3 848 138	3 279 450
(Gain) perte sur cession	5	(15 750)	9 379
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(8 859 457)	(2 569 259)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		280
Variation des stocks de fournitures	10	(23 664)	(2 572)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	17 449	(30 084)
	13	(6 215)	(32 376)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	(6 276)	221 959
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 872 972)	(1 892 546)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(15 754 300)	(13 861 754)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(15 754 300)	(13 861 754)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(18 627 272)	(15 754 300)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 998 976	487 130
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 848 138	3 279 450
Autres			
▪ Perte (Gain) sur disposition	3.1	(15 750)	9 379
▪ Variation de % de la consolidation	3.2	(6 276)	221 961
	4	9 825 088	3 997 920
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(7 067 738)	(168 779)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	9 454 275	255 153
Revenus reportés	8	(134 880)	(27 456)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		280
Stocks de fournitures	11	(23 664)	(2 572)
Autres actifs non financiers	12	17 449	(30 084)
	13	12 070 530	4 024 462
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(12 707 595)	(5 872 587)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	15 750	14 497
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(12 691 845)	(5 858 090)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(22 272)	(22 272)
Remboursement ou cession	20	4 189	32 766
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(18 083)	10 494
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 358 057	3 988 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 525 694)	(2 138 320)
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 253 890	(2 875 400)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(11 855)	(194)
Autres			
▪	28.1		
	29	2 074 398	(1 025 914)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 435 000	(2 849 048)
Solde déjà établi	31	2 817 917	5 666 965
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 817 917	5 666 965
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 252 917	2 817 917

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mercier est un organisme municipal constitué et régi selon la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil composé de six conseillers et un maire et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne.

La ville participe au partenariat suivant :

Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay. (consolidation ligne par ligne) (67,34% pour les activités d'opération et 58,11% pour les activités d'investissements)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins du financement à long terme des activités de fonctionnement et est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

I) Instruments financiers

Instruments financiers

a) Classement et comptabilisation des instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés dans la catégorie des instruments financiers comptabilisés au coût ou au coût après amortissement, ou dans celle des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

b) Instruments financiers comptabilisés au coût ou au coût après amortissement

Après leur comptabilisation initiale, l'entité évalue les actifs financiers et les passifs financiers au coût après amortissement en considérant les ajustements suivants :

- Les remboursements ou encaissements;
- L'amortissement cumulé calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Aux fins du calcul du taux d'intérêt effectif, les coûts de transaction, les escomptes et les primes font partie des flux de trésorerie considérés;
- La réduction pour dépréciation ou irrécouvrabilité opérée directement ou par l'intermédiaire d'une provision.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués d'investissements de capitaux propres cotés sur un marché actif, les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations, les amendes, les pénalités, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation et les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

c) Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

Les placements constitués d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif ainsi que les actifs et les passifs liés aux instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattachée à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats consolidés.

d) *Coûts de transaction*

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale alors que ceux relatifs aux instruments financiers évalués à la juste valeur sont comptabilisés en charge à la date de la transaction.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué en actions cotées sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariats, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

1. Adoption initiale - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

Le 1^{er} janvier 2023, la ville a adopté les exigences de la norme comptable SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022.

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnées;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, ont fait l'objet d'une application prospective.

La ville n'a évalué, ni comptabilisé aucune observation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

2. Adoption initiale - SP 3450, Instruments financiers, SP 1201, Présentation des états financiers, SP 2601, Conversion des devises, SP 3041, Placements de portefeuille

Le 1^{er} janvier 2023, la ville a adopté les exigences des normes comptables SP 3450, Instruments financiers, SP 1201, Présentation des états financiers, SP 2601, Conversion des devises et SP 3041, Placements de portefeuille du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022.

Ces normes établissent la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, par exemple les instruments primaires comme les créances, les dettes, les instruments de capitaux propres et les instruments dérivés comme les options, les contrats à terme normalisés ou de gré à gré et les swaps de taux d'intérêt ou de devises.

Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers consolidés, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément à ce chapitre, les dérivés et les placements de portefeuille dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif doivent être évalués à la juste valeur. Les autres actifs et passifs financiers doivent être évalués au coût ou au coût après amortissement. Les gains ou les pertes non réalisés découlant de changements de juste valeur ou de devise seront présentés dans le nouvel état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument soit décomptabilisé.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective et aucun poste des états financiers consolidés de l'exercice courant n'a fait l'objet d'ajustements. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers consolidés de l'exercice antérieur.

Également, des informations additionnelles sur l'exposition aux risques liés aux instruments financiers et sur la gestion de ces risques sont présentées dans les notes complémentaires notamment dans la note 25 portant sur les instruments financiers.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 252 917	2 817 917
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 4 252 917	2 817 917
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	() ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 4 252 917	2 817 917
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 41 008	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	818 988	691 111
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 545 867	3 676 130
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 786 145	368 413
Organismes municipaux	13	134 470	120 933
Autres			
▪ Amendes, mutations et divers	14.1	1 343 188	1 704 333
	15	13 628 658	6 560 920
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 312 481	3 367 309
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 312 481	3 367 309
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	3 312 481	3 367 309
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	4 000 000	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	233 386	308 821
	27	7 545 867	3 676 130

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	95 620	77 537
Autres placements	34		
	35	95 620	77 537
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Placements à titre d'investissement : Frais de la franchises UMQ

8. Autres actifs financiers

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une marge de crédit pour les activités de fonctionnement d'un montant de 3 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Le solde est inutilisé au 31 décembre 2023.

La ville bénéficie d'une marge de crédit pour les activités d'investissement d'un montant de 5 956 533 \$ portant intérêt au taux 7,20%. Le solde est utilisé au 31 décembre 2023 est de 2 104 990 \$

Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay

La Régie bénéficie d'une marge de crédit pour les activités de fonctionnement d'un montant de 200 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Le solde est inutilisé au 31 décembre 2023.

La régie bénéficie d'une marge de crédit pour les activités d'investissement d'un montant de 868 646 \$ portant intérêt au au taux préférentiel. Une somme de 148 900 \$ est utilisé au 31 décembre 2023.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 67,34%

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	8 350 578	2 010 348
Salaires et avantages sociaux	42	1 387 097	1 273 008
Dépôts et retenues de garantie	43	1 419 079	968 895
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts	45.1	143 228	152 492
▪ Organismes municipaux	45.2	2 541 979	111 310
▪ Litiges	45.3	128 367	
	46	13 970 328	4 516 053

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	63 906	62 450
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	259 651	354 331
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	251 414	293 523
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Loyers	60.1	12 718	12 265
	61	587 689	722 569

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,40	2024	2037	62	19 214 621	19 292 884
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,97	4,58	2024	2031	68	609 665	699 039
Autres					69		
					70	19 824 286	19 991 923
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(31 726)	(19 871)
					72	19 792 560	19 972 052

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	1 594 654	82 032		1 676 686
2025	74	1 491 509	84 430		1 575 939
2026	75	1 396 581	86 828		1 483 409
2027	76	1 434 911	89 226		1 524 137
2028	77	1 473 357	91 624		1 564 981
2029 et plus	78	11 823 609	175 525		11 999 134
	79	19 214 621	609 665		19 824 286
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	19 214 621	609 665		19 824 286

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	467 242
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	25 952
	90	493 194
		464 152
		25 949
		490 101

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	13 992 648			13 992 648
Eaux usées	103	29 597 994	831 548		30 429 542
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	48 957 827	1 660 821		50 618 648
Autres					
▪ Aqueduc	105.1	6 363 038			6 363 038
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	9 919 708	70 573		9 990 281
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	4 331 949	783 311		5 115 260
Ameublement et équipement de bureau	110	2 458 221	245 973		2 704 194
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 493 930	695 717		3 189 647
Terrains	112	2 373 462			2 373 462
Autres	113	400 410	105 130		505 540
	114	120 889 187	4 393 073		125 282 260
Immobilisations en cours	115	5 887 179	8 314 522	145 478	14 056 223
	116	126 776 366	12 707 595	145 478	139 338 483
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	5 948 072	311 725		6 259 797
Eaux usées	118	12 390 616	727 541		13 118 157
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	19 852 183	1 742 612		21 594 795
Autres					
▪ Aqueduc	120.1	2 471 850	159 076		2 630 926
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	3 887 700	210 946		4 098 646
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	2 136 705	268 412		2 405 117
Ameublement et équipement de bureau	125	2 131 804	164 729	69 469	2 227 064
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 497 875	191 604	82 285	1 607 194
Autres	127	61 891	71 493		133 384
	128	50 378 696	3 848 138	151 754	54 075 080
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	76 397 670			85 263 403
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	854 395			854 395
Amortissement cumulé	131	(128 166)	(145 245)		(273 411)
Valeur comptable nette	132	726 229			580 984

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	46 503	46 503
	136	46 503	46 503
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	46 503	46 503

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Informatique et assurance	144.1	107 198	124 647
Autres			
▪	145.1		
	146	107 198	124 647

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants :

2024	2 293 940
2025	1 396 762
2026	1 091 974
2027	505 952
2028	290 640

La Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay a conclu une entente avec la Ville de Châteauguay relativement à l'alimentation en eau potable. Cette entente, d'une durée de dix ans, a pris effet au 1er janvier 2023. La Régie assume les coûts annuels d'exploitation selon la consommation réelle.

La quote-part de la ville de Mercier dans ces engagements s'élève à 67,34%.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Une requête pour un droit de passage impayé d'une somme de 475 400 \$ a été signifiée à la Ville.

Une réclamation pour une somme de 1 002 171 \$ a été faite à la ville suite à des dépassements de coûts et coûts supplémentaires non payés.

Une réclamation pour une somme de 2 500 000 \$ a été faite à la ville suite à une destitution illégale.

Ces procédures judiciaire sont contestées et ont fait l'objet de la production d'une défense par la Ville niant la responsabilité de celles-ci. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser.

Une provision de 128 387 \$ a été comptabilisée dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2023.

La Ville a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Ville croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

Provenant de la La Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay

Il existe un désaccord sur l'application du protocole d'entente avec la Ville de Châteauguay pour l'alimentation en eau potable. À la date des états financiers, un montant de 174 363 \$ est contesté par la Régie. Ce montant n'est pas comptabilisé aux livres de la Régie. Advenant un accueil favorable, ce montant serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

La quote-part de la ville de Mercier dans ces engagements s'élève à 67,34%.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats détaillés par organismes et l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la ville au risque de crédit au 31 décembre est la suivante :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	11 466 482	4 165 476

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2023								
	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	13 827 100 \$		\$ -		\$ -		\$ -	13 827 100 \$
Emprunts temporaires	2 247 156 \$		\$ -		\$ -		\$ -	2 247 156 \$
Intérêts courus à payer	143 228 \$		\$ -		\$ -		\$ -	143 228 \$
Dettes	1 676 686 \$		3 059 348 \$		3 089 118 \$		11 999 134 \$	19 824 286 \$
	17 894 170 \$		3 059 348 \$		3 089 118 \$		11 999 134 \$	36 041 770 \$
2022								
	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 363 561 \$		\$ -		\$ -		\$ -	4 363 561 \$
Intérêts courus à payer	152 492 \$		\$ -		\$ -		\$ -	152 492 \$
Dettes	1 793 597 \$		3 252 625 \$		3 007 546 \$		11 938 155 \$	19 991 923 \$
	6 309 650 \$		3 252 625 \$		3 007 546 \$		11 938 155 \$	24 507 976 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la ville prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ses emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023					
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable		Total
Passifs financiers					
Emprunt temporaire	- \$		2 247 156 \$		2 247 156 \$
Dettes	19 824 286 \$		-		19 824 286 \$
	19 824 286 \$		2 247 156 \$		22 071 442 \$
31 décembre 2022					
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable		Total
Passifs financiers					
Dettes	19 991 923 \$		-		19 991 923 \$

L'effet net, sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 114 000 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (117 000 \$ en 2022).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	18 243 594	19 555 790	19 645 181			19 645 181
Compensations tenant lieu de taxes	2	185 308	184 860	245 570			245 570
Quotes-parts	3					1 093 234	
Transferts	4	810 041	631 650	745 881		25 942	771 823
Services rendus	5	807 367	701 350	1 213 928			1 213 928
Imposition de droits	6	2 171 610	1 233 970	1 744 568			1 744 568
Amendes et pénalités	7	453 444	460 200	413 156			413 156
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	307 566	146 190	415 805		(17 829)	397 976
Autres revenus	10	743 137	492 510	560 450			560 450
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	23 722 067	23 406 520	24 984 539		1 101 347	24 992 652
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15			6 435 164			6 435 164
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	39 660		79 752			79 752
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	39 660		6 514 916			6 514 916
	22	23 761 727	23 406 520	31 499 455		1 101 347	31 507 568
Charges							
Administration générale	23	4 537 510	4 546 830	4 795 399	160 154	99 690	5 055 243
Sécurité publique	24	5 360 775	5 831 800	5 506 980	741 441		6 248 421
Transport	25	2 917 481	3 399 765	3 297 341	1 310 481		4 607 822
Hygiène du milieu	26	3 654 742	4 199 210	4 278 049	1 067 512	895 629	5 147 956
Santé et bien-être	27	421 570	442 190	485 605			485 605
Aménagement, urbanisme et développement	28	619 964	637 125	615 901			615 901
Loisirs et culture	29	2 267 175	2 579 240	2 371 232	408 545		2 779 777
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	494 524	477 310	490 082		77 785	567 867
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 094 031		3 688 133	(3 688 133)		
	34	23 367 772	22 113 470	25 528 722		1 073 104	25 508 592
Excédent (déficit) de l'exercice	35	393 955	1 293 050	5 970 733		28 243	5 998 976

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Budget 2023</u>	<u>Réalisations 2023</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	393 955	1 293 050	5 970 733	28 243	5 998 976
Moins : revenus d'investissement	2 (	39 660)	)	6 514 916)	)	6 514 916)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	354 295	1 293 050	(544 183)	28 243	(515 940)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 094 031		3 688 133	160 005	3 848 138
Produit de cession	5	14 499		15 750		15 750
(Gain) perte sur cession	6	9 379		(15 750)		(15 750)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 117 909		3 688 133	160 005	3 848 138
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	32 766		33 670	(29 481)	4 189
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	32 766		33 670	(29 481)	4 189
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 568 000)	1 650 460)	1 433 600)	99 745)	1 533 345)
	18	(1 568 000)	(1 650 460)	(1 433 600)	(99 745)	(1 533 345)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	157 318)	75 800)	22 272)	)	22 272)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	524 710	563 910	1 129 159		1 129 159
Excédent de fonctionnement affecté	21			431 528		431 528
Réserves financières et fonds réservés	22	(151 040)	(130 700)	(155 273)		(155 273)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(210 000)		(210 000)		(210 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	6 352	357 410	1 173 142		1 173 142
	26	1 589 027	(1 293 050)	3 461 345	30 779	3 492 124
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 943 322		2 917 162	59 022	2 976 184

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	39 660	6 514 916	6 514 916
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	3 315 427)(	841 473)(	841 473)
Sécurité publique	3 (	109 947)(	245 457)(	245 457)
Transport	4 (	1 642 958)(	6 310 128)(	6 310 128)
Hygiène du milieu	5 (	481 400)(	4 952 290)(	172 977)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	24 493)())
Loisirs et culture	8 (	151 236)(	185 270)(	185 270)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	5 725 461)(	12 534 618)(	172 977)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	22 272)(	22 272)(	22 272)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 988 000	1 635 700	1 635 700
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	157 318	22 272	22 272
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 052 621	562 271	562 271
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	203 595	250 781	250 781
	19	1 413 534	835 324	835 324
	20	(346 199)	(10 085 866)	(172 977)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(306 539)	(3 570 950)	(172 977)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 661 007	4 084 948	167 969	4 252 917
Débiteurs (note 5)	2	5 285 878	12 231 834	1 396 824	13 628 658
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	77 537	95 620		95 620
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	8 024 422	16 412 402	1 564 793	17 977 195
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		2 104 990	148 900	2 253 890
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 349 660	13 686 608	283 720	13 970 328
Revenus reportés (note 11)	12	722 569	587 689		587 689
Dettes à long terme (note 12)	13	17 708 839	17 671 906	2 120 654	19 792 560
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	22 781 068	34 051 193	2 553 274	36 604 467
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 756 646)	(17 638 791)	(988 481)	(18 627 272)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	72 310 231	81 156 717	4 106 686	85 263 403
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	46 503	46 503		46 503
Stocks de fournitures	20	54 184	77 848		77 848
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	121 595	104 323	2 875	107 198
	23	72 532 513	81 385 391	4 109 561	85 494 952
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 943 506	3 931 854	523 978	4 455 832
Excédent de fonctionnement affecté	25	32 630			
Réserves financières et fonds réservés	26	630 621	3 373 596	35 387	3 408 983
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(1 680 000 ) (	1 470 000 ) (	) (	1 470 000)
Financement des investissements en cours	28	(5 006 652)	(9 603 485)	(422 497)	(10 025 982)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	57 855 762	67 514 635	2 984 212	70 498 847
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	57 775 867	63 746 600	3 121 080	66 867 680
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	8 265 420	7 882 707	7 882 707	7 707 650
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 067 770	1 740 519	1 740 419	1 694 897
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	7 190 550	7 579 298	8 386 582	7 592 937
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	430 000	490 082	514 750	405 506
D'autres organismes municipaux	10			53 117	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				178 336
Autres frais de financement	13	47 310			
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 112 420	4 147 983	3 082 869	2 689 538
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		3 688 133	3 848 148	3 279 450
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	22 113 470	25 528 722	25 508 592	23 548 314

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 455 832	6 476 137
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	3 408 983	698 638
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 470 000)(	1 680 000)
Financement des investissements en cours	5	(10 025 982)	(5 228 697)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	70 498 847	60 602 626
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	66 867 680	60 868 704
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 931 854	5 943 506
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	523 978	532 631
	11	4 455 832	6 476 137
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Élections	12.1		
	13		
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16		

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Investissement infrastructure et bâtiment	17.1	1 503 354	
▪ Élections	17.2	65 255	32 630
▪ Fonds Vert	17.3	123	
▪ Le boisé	17.4	1 002 375	
	18	2 571 107	32 630
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	498 306	326 438
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	304 183	304 183
Organismes contrôlés et partenariats	24	35 387	35 387
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪	30.1		
	31	837 876	666 008
	32	3 408 983	698 638

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres		
▪	44.1 ()(
	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres		
▪	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
▪ Règlement litige avec la Ville de Chateauguay	56.1 (	1 470 000)(
	57 (	1 470 000)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	1 470 000)(
		1 680 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (10 025 982)(	5 228 697)
	67 (10 025 982)	(5 228 697)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 85 263 403	76 397 670
Propriétés destinées à la revente	69 46 503	46 503
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71 95 620	77 537
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 85 405 526	76 521 710
Ajustements aux éléments d'actif	74 1 605 126	705 530
	75 87 010 652	77 227 240
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (19 792 560)(	19 972 052)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (31 726)(	19 871)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 3 312 481	3 367 309
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (16 511 805)(	16 624 614)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (16 511 805)(	16 624 614)
	84 70 498 847	60 602 626

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements**Régime de la ville de Mercier**

Le régime offert aux employés est une régime de retraite à cotisations déterminées, l'employeur contribue à hauteur de variant de 5% à 11%. La contribution de l'employé est de 5 à 11%. L'employeur remet une fois par mois sa contribution et celle du salarié au fiduciaire choisi par le régime de retraite.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	467 242
	110	467 242
		464 152

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7
		7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	7 708	7 619
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	25 952	25 949
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	25 952	25 949

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 490 295	14 490 295	13 554 622
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	94 034	94 034	283 953
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	14 584 329	14 584 329	13 838 575
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 735 480	1 735 480	1 574 071
Égout	13	497 495	497 495	477 490
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 002 995	2 002 995	1 465 559
Autres				
Amélioration des infrastructures	16.1	157 212	157 212	248 050
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 653	68 653	63 801
Service de la dette	18	599 017	599 017	576 048
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	5 060 852	5 060 852	4 405 019
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	5 060 852	5 060 852	4 405 019
	27	19 645 181	19 645 181	18 243 594

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			6 160
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	235 946	235 946	170 425
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	235 946	235 946	176 585
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	9 624	9 624	8 723
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	9 624	9 624	8 723
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	245 570	245 570	185 308

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48	131 744	131 744	126 747
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			25 000
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63	55 253	81 195	72 658
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71	3 106	3 106	
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	14 523	14 523	18 056
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	34 800	34 800	47 100
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	239 426	265 368	289 561

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	6 435 164	6 435 164	
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	6 435 164	6 435 164	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130	273 073	273 073	362 566
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	233 382	233 382	186 294
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	506 455	506 455	548 860
TOTAL DES TRANSFERTS	136	7 181 045	7 206 987	838 421

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SERVICES RENDUS					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
	Grefe et application de la loi	137			
	Évaluation	138			
	Autres	139			
		140			
Sécurité publique					
	Police	141			
	Sécurité incendie	142	226 299	226 299	125 523
	Sécurité civile	143			
	Autres	144			
		145	226 299	226 299	125 523
Transport					
	Réseau routier				
	Voirie municipale	146			
	Enlèvement de la neige	147			
	Autres	148			
	Transport collectif	149			
	Autres	150			
		151			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout				
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
	Réseau de distribution de l'eau potable	153	123 205	123 205	137 256
	Traitement des eaux usées	154			
	Réseaux d'égout	155			
	Matières résiduelles				
	Déchets domestiques et assimilés	156	864 424	864 424	544 588
	Matières recyclables				
	Collecte sélective				
	Collecte et transport	157			
	Tri et conditionnement	158			
	Autres	159			
	Autres	160			
	Cours d'eau	161			
	Protection de l'environnement	162			
	Autres	163			
		164	987 629	987 629	681 844

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	1 213 928	1 213 928	807 367

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)			
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181		
	182		
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188		
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197		
Réseau de distribution de l'eau potable	198		
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201		
Matières recyclables	202		
Autres	203		
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205		
Autres	206		
	207		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	208		
	Sécurité du revenu	209		
	Autres	210		
		211		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	212		
	Rénovation urbaine	213		
	Promotion et développement économique	214		
	Autres	215		
		216		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	217		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	218		
	Autres	219		
		220		
	Réseau d'électricité	221		
		222		
TOTAL DES SERVICES RENDUS		223	1 213 928	807 367

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	206 581	206 581	95 349
Droits de mutation immobilière	225	1 421 167	1 421 167	2 061 698
Droits sur les carrières et sablières	226	116 820	116 820	14 563
Autres	227			
	228	1 744 568	1 744 568	2 171 610
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	413 156	413 156	453 444
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	415 805	397 976	307 569
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	15 750	15 750	(9 379)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	624 452	624 452	1 037 510
	242	640 202	640 202	1 028 131
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	488 754		488 754	488 754	489 316
Greffe et application de la loi	2	616 843		616 843	616 843	594 509
Gestion financière et administrative	3	2 611 315	160 154	2 771 469	2 795 729	2 831 934
Évaluation	4	314 435		314 435	314 435	212 606
Gestion du personnel	5	635 685		635 685	635 685	570 300
Autres						
▪ Règlement de litige et divers	6.1	128 367		128 367	203 797	68 897
	7	4 795 399	160 154	4 955 553	5 055 243	4 767 562
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	3 671 797	496 659	4 168 456	4 168 456	4 178 481
Sécurité incendie	9	1 697 190	244 782	1 941 972	1 941 972	1 633 430
Sécurité civile	10	4 709		4 709	4 709	37 300
Autres	11	133 284		133 284	133 284	133 570
	12	5 506 980	741 441	6 248 421	6 248 421	5 982 781
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	1 194 701	1 310 481	2 505 182	2 505 182	2 234 255
Enlèvement de la neige	14	983 932		983 932	983 932	686 365
Éclairage des rues	15	77 751		77 751	77 751	83 333
Circulation et stationnement	16	88 940		88 940	88 940	103 239
Transport collectif						
Transport en commun	17	952 017		952 017	952 017	909 671
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	3 297 341	1 310 481	4 607 822	4 607 822	4 016 863

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22					
Réseau de distribution de l'eau potable	23	1 306 766	347 392	1 654 158	1 456 553	1 534 793
Traitement des eaux usées	24	411 365	50 967	462 332	462 332	438 555
Réseaux d'égout	25	220 384	669 153	889 537	889 537	687 201
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	453 712		453 712	453 712	298 760
Élimination	27					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	626 479		626 479	626 479	557 064
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30	653 804		653 804	653 804	429 048
Traitement	31					
Matériaux secs	32	39 705		39 705	39 705	40 705
Autres	33	176 559		176 559	176 559	156 122
Plan de gestion	34					
Autres	35					
Cours d'eau	36	(343)		(343)	(343)	100 655
Protection de l'environnement	37					
Autres	38	389 618		389 618	389 618	302 919
	39	4 278 049	1 067 512	5 345 561	5 147 956	4 545 822
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	485 605		485 605	485 605	421 570
Sécurité du revenu	41					
Autres	42					
	43	485 605		485 605	485 605	421 570

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2023		Total	Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	615 901	615 901	615 901	619 964
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47				
Tourisme	48				
Autres	49				
Autres	50				
	51	615 901	615 901	615 901	619 964
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	83 868	83 868	83 868	80 728
Patinoires intérieures et extérieures	53	81 543	81 543	81 543	93 036
Piscines, plages et ports de plaisance	54	2 933	2 933	2 933	378
Parcs et terrains de jeux	55	724 132	408 545	1 132 677	1 045 943
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	983 252	983 252	983 252	886 448
	59	1 875 728	408 545	2 284 273	2 106 533
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61	479 802	479 802	479 802	487 255
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	15 702	15 702	15 702	16 122
	65	495 504	495 504	495 504	503 377
	66	2 371 232	408 545	2 779 777	2 609 910

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	436 965		436 965	505 475	396 650
Autres frais	69	53 117		53 117	62 392	187 192
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71					
	72	490 082		490 082	567 867	583 842
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	3 688 133 (	3 688 133)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023		2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 243 326	1 416 303	200 502
Usines de traitement de l'eau potable	2			81 229
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 182 811	3 182 811	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 956 479	5 956 479	1 393 695
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	438 834	438 834	269 796
Autres infrastructures	11	12 074	12 074	10 154
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	282 554	282 554	121 792
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	552 023	552 023	196 176
Ameublement et équipement de bureau	18	669 821	669 821	368 827
Machinerie, outillage et équipement divers	19	11 981	11 981	79 240
Terrains	20	184 715	184 715	2 740 004
Autres	21			411 172
	22	12 534 618	12 707 595	5 872 587

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 243 326	1 416 303	200 502
Usines de traitement de l'eau potable	2			81 229
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 182 811	3 182 811	
Autres infrastructures	5	6 407 387	6 407 387	1 673 645
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 701 094	1 701 094	3 917 211
	12	12 534 618	12 707 595	5 872 587

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	304 183	35 387		339 570
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 441 899		471 923	2 969 976
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	12 878 532	1 305 189	981 462	13 202 259
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	16 624 614	1 340 576	1 453 385	16 511 805
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 367 309	1 017 481	1 072 309	3 312 481
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 367 309	1 017 481	1 072 309	3 312 481
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 367 309	1 017 481	1 072 309	3 312 481
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 367 309	1 017 481	1 072 309	3 312 481
	19	19 991 923	2 358 057	2 525 694	19 824 286
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	19 991 923	2 358 057	2 525 694	19 824 286

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	17 691 765
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	9 603 485
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	304 183
Débiteurs	8	2 295 000
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	24 696 067
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	2 132 521
Endettement net à long terme	14	26 828 588
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	298 353
Communauté métropolitaine	16	172 499
Autres organismes	17	1 849 000
Endettement total net à long terme	18	29 148 440
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	29 148 440
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3		
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	952 017	909 671
	Autres	10		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11	1 065 114	64 295
	Matières résiduelles	12	1 645 247	1 193 347
	Cours d'eau	13		100 655
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		
Santé et bien-être				
	Logement social	16	485 605	421 570
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18		
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	4 147 983	2 689 538

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	12 534 618	5 725 461
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	12 534 618	5 725 461

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	33,00	33,75	40 660,00	2 185 666	577 118	2 762 784
Professionnels	2						
Cols blancs	3	65,00	32,00	52 236,00	1 856 285	422 202	2 278 487
Cols bleus	4	18,00	37,50	25 632,00	661 493	158 068	819 561
Policiers	5	39,00	40,00	48 133,00	2 074 321	421 333	2 495 654
Pompiers	6	32,00	40,00	28 891,00	876 768	111 502	988 270
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	187,00		195 552,00	7 654 533	1 690 223	9 344 756
Élus	9	7,00			228 174	50 296	278 470
	10	194,00			7 882 707	1 740 519	9 623 226

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		6 435 164			6 435 164
Réseau de distribution de l'eau potable	3	55 253				55 253
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	690 628				690 628
	7	745 881	6 435 164			7 181 045

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	46 355	46 776
	4	46 355	46 776
Sécurité publique			
Police	5	31 666	31 953
Sécurité incendie	6	50 890	51 352
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	82 556	83 305
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	80 660	81 391
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	80 660	81 391
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	106 266	107 229
Traitement des eaux usées	18	117 252	118 314
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	223 518	225 543
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	56 993	57 509
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	56 993	57 509
Réseau d'électricité			
	40		
	41	490 082	494 524

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Lise Michaud	1.1 Maire	57 545	18 182		
Stéphane Roy	1.2 Conseiller	16 450	8 225		
Philippe Drolet	1.3 Conseiller	16 450	8 225		
Martin Laplaine	1.4 Conseiller	16 450	8 225		
Stéphanie Felx	1.5 Conseiller	16 450	8 225		
Tony Bolduc	1.6 Conseiller	16 450	8 225		
Bernard Mallet	1.7 Conseiller	16 450	8 225		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 000 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3	22 140 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 37 644 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 582 433 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC de Roussillon

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2020-02-108
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2020-02-26
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 _____
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

- | | | | |
|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <p>1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?</p> <p>Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».</p> <p>Si oui, présentez-vous le budget consolidé?</p> | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <p>2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?</p> | 2 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?</p> | 3 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?</p> | 4 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

- | | | | |
|--|---|--------------------------|-------------------------------------|
| <p>4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?</p> | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?</p> | 6 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?</p> | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

- | | | | |
|--|---|--------------------------|-------------------------------------|
| <p>7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?</p> <p>Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?</p> | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>9. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?</p> <p>Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?</p> | 9 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-06-11

Nom du signataire : Annie Lo

Fonction du signataire : Directrice finance et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2024-06-12

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-12 11:40

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	23 722 067	23 406 520	24 984 539	1 101 347	24 992 652
Investissement	2	39 660		6 514 916		6 514 916
	3	23 761 727	23 406 520	31 499 455	1 101 347	31 507 568
Charges	4	23 367 772	22 113 470	25 528 722	1 073 104	25 508 592
Excédent (déficit) de l'exercice	5	393 955	1 293 050	5 970 733	28 243	5 998 976
Moins : revenus d'investissement	6	(39 660)	()	(6 514 916)	()	(6 514 916)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	354 295	1 293 050	(544 183)	28 243	(515 940)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 094 031		3 688 133	160 005	3 848 138
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 568 000)	(1 650 460)	(1 433 600)	(99 745)	(1 533 345)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(157 318)	(75 800)	(22 272)	()	(22 272)
Excédent (déficit) accumulé	12	163 670	433 210	1 195 414		1 195 414
Autres éléments de conciliation	13	56 644		33 670	(29 481)	4 189
	14	1 589 027	(1 293 050)	3 461 345	30 779	3 492 124
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 943 322		2 917 162	59 022	2 976 184

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 661 007	4 084 948	4 252 917
Débiteurs	2	5 285 878	12 231 834	13 628 658
Placements de portefeuille	3	77 537	95 620	95 620
Autres	4			77 537
	5	8 024 422	16 412 402	17 977 195
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	17 708 839	17 671 906	19 792 560
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	5 072 229	16 379 287	16 811 907
	10	22 781 068	34 051 193	36 604 467
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(14 756 646)	(17 638 791)	(15 754 300)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	72 310 231	81 156 717	85 263 403
Autres	13	222 282	228 674	231 549
	14	72 532 513	81 385 391	85 494 952
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	5 943 506	3 931 854	4 455 832
Excédent de fonctionnement affecté	16	32 630		
Réserves financières et fonds réservés	17	630 621	3 373 596	3 408 983
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	1 680 000)(	1 470 000)(	1 470 000)(
Financement des investissements en cours	19	(5 006 652)	(9 603 485)	(10 025 982)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	57 855 762	67 514 635	70 498 847
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	57 775 867	63 746 600	66 867 680

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022	
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Élections	1.1		
	2		
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4		
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Investissement infrastructure et bâtiment	5.1	1 503 354	
▪ Élections	5.2	65 255	32 630
▪ Fonds Vert	5.3	123	
▪ Le boisé	5.4	1 002 375	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	498 306	326 438
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	304 183	304 183
Organismes contrôlés et partenariats	10	35 387	35 387
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13		
Autres			
▪	14.1		
	15	3 408 983	698 638
	16	3 408 983	698 638

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	24 696 067
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	29 148 440

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	339 570	304 183
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	13 202 259	12 878 532
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 969 976	3 441 899
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 312 481	3 367 309
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	19 824 286	19 991 923

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	18 243 594	19 555 790	19 645 181	19 645 181
Compensations tenant lieu de taxes	13	185 308	184 860	245 570	245 570
Quotes-parts	14				
Transferts	15	810 041	631 650	745 881	771 823
Services rendus	16	807 367	701 350	1 213 928	1 213 928
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 625 054	1 694 170	2 157 724	2 157 724
Autres	18	1 050 703	638 700	976 255	958 426
	19	23 722 067	23 406 520	24 984 539	24 992 652
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22			6 435 164	6 435 164
Autres	23	39 660		79 752	79 752
	24	39 660		6 514 916	6 514 916
	25	23 761 727	23 406 520	31 499 455	31 507 568

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	4 795 399	160 154	4 955 553	5 055 243	4 767 562
Sécurité publique						
Police	2	3 671 797	496 659	4 168 456	4 168 456	4 178 481
Sécurité incendie	3	1 697 190	244 782	1 941 972	1 941 972	1 633 430
Autres	4	137 993		137 993	137 993	170 870
Transport						
Réseau routier	5	2 345 324	1 310 481	3 655 805	3 655 805	3 107 192
Transport collectif	6	952 017		952 017	952 017	909 671
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 938 515	1 067 512	3 006 027	2 808 422	2 660 549
Matières résiduelles	9	1 950 259		1 950 259	1 950 259	1 481 699
Autres	10	389 275		389 275	389 275	403 574
Santé et bien-être	11	485 605		485 605	485 605	421 570
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	615 901		615 901	615 901	619 964
Promotion et développement économique	13					
Autres	14					
Loisirs et culture	15	2 371 232	408 545	2 779 777	2 779 777	2 609 910
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	490 082		490 082	567 867	583 842
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	21 840 589	3 688 133	25 528 722	25 508 592	23 548 314
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 688 133 (	3 688 133)			
	21	25 528 722		25 528 722	25 508 592	23 548 314

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022		Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	39 660	6 514 916		6 514 916
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 725 461)(	12 534 618)(	172 977)(	12 707 595)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	22 272)(	22 272)(	)	22 272)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 988 000	1 635 700		1 635 700
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	157 318	22 272		22 272
Excédent accumulé	6	1 256 216	813 052		813 052
	7	(346 199)	(10 085 866)	(172 977)	(10 258 843)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(306 539)	(3 570 950)	(172 977)	(3 743 927)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14